

Visite ministérielle de Brigitte Klinkert TOUS MOBILISÉS POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION

Le lundi 11 janvier a vu la présence dans notre département de Brigitte Klinkert, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion, chargée de l'insertion.

Après une visite de l'Atelier des Ormeaux à Manosque, elle s'est rendue à l'entreprise Albhades à Oraison pour la signature de l'avenant entre l'Etat et le club des entreprises représenté par l'Union des Entreprises 04 et son président Didier Long.

Elle a été accompagnée par la préfète Violaine Demaret, le député Christophe Castaner, le sénateur Jean-Yves Roux, René Massette président du Département, le conseiller régional David Géhant, les dirigeants des chambres consulaires et plusieurs entreprises.

Le maire d'Oraison, Benoît Gauvan, a souhaité bienvenue à ces décideurs dans un minimum de protocole. Il a présenté sa ville, ses atouts touristiques, économiques, sociaux sans cacher son plaisir de recevoir la ministre.

Un enjeu majeur

Puis Didier Long, président de l'Union des entreprises 04 a rapidement esquissé l'enjeu de la signature de cet avenant, il a cité les entreprises concernées et remercié les acteurs présents pour leur implication dans tout ce qui touche à l'emploi. Le directeur de la société hôte, Michel Butin, a largement fait connaître son entreprise, ses ambitions en matière économique et sociale. Nous y reviendrons dans un sujet spécifique.

L'insertion par l'activité économique est le challenge entrepris entre l'Etat et les territoires. Dans notre département, sont concernées 11 structures dont 7 ateliers chantiers d'insertion, une entreprise d'insertion, 2 associations intermédiaires, et une entreprise de travail temporaire d'insertion.

L'année 2020 a été celle de la mise en œuvre du Pacte d'Ambition pour l'insertion par l'Activité Économique (IAE) qui doit permettre de développer le secteur et l'offre d'insertion auprès des publics les plus éloignés de l'emploi.

La crise sanitaire a impacté les structures du projet comme le reste de l'économie, les raisons ne sont pas à rappeler.

La programmation du nombre d'emploi à plein temps en contrats à durée déterminée de 163 a dû être révisé à la baisse et ramené à 153.

Les objectifs 2021 s'appuieront sur le Club d'entreprises inclusives des Alpes-de-Haute-Provence. Il s'agit d'un souhait gouvernemental initié en 2018 « La France, une chance pour chacun » avec la volonté de mobiliser toutes les forces vives pour permettre à chacun de trouver sa place dans la société et ne laisser personne au bord du chemin. Cela a nécessité l'implication de l'Etat, les élus, les acteurs économiques et sociaux. Des clubs départementaux ont été mis en place concrétisés par des chartes d'engagement, les premières entreprises à y souscrire ont été



La signature de convention

l'Occitane en Provence, PROMAN et Sanofi en présence de l'ancien préfet Olivier Jacob. La démarche a été ensuite élargie aux PME en partenariat avec l'Union des entreprises, les chambres consulaires et les membres du service public de l'emploi.

A ce jour, 13 entreprises du département sont signataires, et sept nouvelles ont souhaité renforcer le club.

L'objectif de ce club des entreprises est de favoriser la communication et l'échange d'expérience entre les dirigeants, le Conseil départemental en créant une dynamique.

L'avenant signé par la ministre Brigitte Klinkert, la préfète Violaine Demaret et le président de l'UDE Didier Long précise à nouveau l'objet de la charte, les domaines d'intervention et les engagements des entreprises, l'engagement de l'Etat, des dispositifs

de suivi et de communication. Dans son intervention, la ministre a remercié tout le monde en rappelant la mobilisation de l'Etat, des parlementaires et des acteurs de l'insertion.

« Depuis la crise, les chefs d'entreprise ont pris conscience de la nécessité de recruter des personnes en situation de handicap. Cette priorité dans l'insertion est positive et bénéfique. Le meilleur levier de l'insertion est l'emploi, cette signature est importante, grâce au travail de l'UDE. Nous sommes dans la continuité des propos du président de la République, nous devons travailler solidairement et décliner le processus au niveau régional et des territoires ». La rencontre ministérielle avec le monde économique s'est poursuivie aux établissements COSEPI à Aiglun.

Jean BANNER

Plus de photos sur notre site hauteprovenanceinfo.com



La ministre lors de son déplacement à Manosque, à l'Atelier des Ormeaux.